

# LE JOUR

D'ALGERIE

Tipaza et Eucalyptus

## Démantèlement d'un réseau de soutien et bombe désamorcée

Page 16

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5315 - Jeudi 4 mars 2021 - Prix : 10 DA

Fattouma Lakhdari, chercheur sur les zones arides

## L'agriculture saharienne ou oasienne, un modèle qui s'impose

Page 2

### Le directeur du FBI sur le gril

Par Mohamed Habili

**L**e témoignage du directeur du FBI, Christopher Wray, devant le panel de sénateurs chargés d'examiner de près les circonstances ayant entouré l'envahissement du Capitole le 6 janvier dernier, était d'autant plus attendu qu'on était curieux de savoir comment la plus grande police du monde avait fait pour commettre le pire ratage de sa carrière. On peut exprimer la chose autrement : avait-elle fait exprès de laisser le Capitole sans protection particulière ce jour-là, tout en sachant à quoi il allait être exposé, ou bien était-elle en fait la police la plus mauvaise du monde, ce qui alors expliquerait bien qu'elle n'ait rien vu venir ? Dans le premier cas, sa réputation serait sauve, si sa fidélité à l'Etat américain serait, elle par contre, remise en cause. Et dans le second, elle serait à refaire, et vite, parce que les Etats-Unis seraient exposés à tous les dangers internes possibles et imaginables. Or de ceux-ci, il n'en manque pas par les temps qui courent. La tâche de son directeur à cette occasion ne pouvait qu'être difficile, des plus pénibles même, puisqu'il s'agissait pour lui de sauver sa réputation sous le double rapport de la compétence technique et de la fiabilité politique. Et d'abord, a-t-il commencé par dire, l'attaque du 6 janvier, pour nous aussi, ce n'est pas un acte criminel comme un autre, c'est un acte terroriste. Qui plus est, pas n'importe quel acte terroriste, mais un acte terroriste interne, domestique, américano-américain.

Suite en page 3

### Emmanuel Macron a reçu les petits-enfants de l'avocat martyr

## La France reconnaît la torture et l'assassinat de Ali Boumendjel par l'armée coloniale



Ph/D. R.

Le Président français, Emmanuel Macron, a reconnu «au nom de la France» que l'avocat et dirigeant politique du nationalisme algérien, Ali Boumendjel, «a été torturé puis assassiné par l'armée coloniale pendant la lutte de Libération nationale», a annoncé, mardi soir, la Présidence française.

Page 2

Béjaïa

## UGTA : l'union de wilaya en colère

Page 16

Cinéma



## Le directeur de production Tahar Harhoura n'est plus

Page 16

Emmanuel Macron a reçu les petits-enfants de l'avocat martyr

# La France reconnaît la torture et l'assassinat de Ali Boumendjel par l'armée coloniale

■ Le Président français, Emmanuel Macron, a reconnu «au nom de la France» que l'avocat et dirigeant politique du nationalisme algérien, Ali Boumendjel, «a été torturé puis assassiné par l'armée coloniale pendant la lutte de Libération nationale», a annoncé, mardi soir, la Présidence française.

Par Meriem Benchaouia

Aujourd'hui, le président de la République a reçu au palais de l'Élysée quatre des petits-enfants d'Ali Boumendjel pour leur dire, au nom de la France, ce que Malika Boumendjel (veuve) aurait voulu entendre : «Ali Boumendjel ne s'est pas suicidé. Il a été torturé puis assassiné», a indiqué l'Élysée dans un communiqué. Bien avant ce communiqué officiel, en 2017 le Président français avait lui-même qualifié la colonisation de crime contre l'humanité. «La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime, c'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes», avait déclaré le Emmanuel Macron en 2017, lors de son voyage en Algérie. La reconnaissance par la France de l'assassinat d'Ali Boumendjel survient conformément aux préconisations de Benjamin Stora dans son rapport sur la mémoire de la colonisation et de la guerre de Libération nationale. Selon

Présidence de la République  
**Tebboune reçoit Benbaibèche, Osmani et Benabdeslam**

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier, au siège de la Présidence de la République, les présidents de trois partis politiques dans le cadre des consultations qu'il mène avec les responsables de partis, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

«Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu aujourd'hui au siège de la Présidence de la République, M. Tahar Benbaibèche, président du parti El Fadjr El Djadid, M. Lamine Osmani, président du parti Voix du peuple (PVP), et M. Djamel Benabdeslam, président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), et ce dans le cadre des concertations qu'il mène avec les chefs des partis politiques», lit-on dans le communiqué.

R. N.

l'Élysée, «ce geste de reconnaissance n'est pas un acte isolé». «Aucun crime, aucune atrocité commise par quiconque pendant la Guerre d'Algérie ne peut être excusé ni occulté. Ils doivent être regardés avec courage et lucidité, dans l'absolu respect de toutes celles et ceux dont ils ont déchiré la vie et brisé le destin», a affirmé le Président français. Le Président français a exprimé aux petits-enfants d'Ali Boumendjel «sa volonté de poursuivre le travail engagé depuis plusieurs années pour recueillir les témoignages et encourager le travail des historiens par l'ouverture des archives, afin de donner à toutes les familles de disparus, des deux côtés de la Méditerranée,

Prétendu engagement militaire de l'Algérie dans le Sahel  
**L'ambassade de France dément des propos «fausset» attribués au Président Macron**

L'AMBASSADE de France à Alger a «formellement» démenti des propos «fausset» attribués au Président français, Emmanuel Macron, selon lesquels il aurait affirmé «l'engagement» de l'Algérie dans une intervention militaire dans le cadre du G5 Sahel, tout en se félicitant de son «réengagement politique» dans cette région. «L'ambassade de France dément formellement les fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux concernant des propos prêtés au président de la République française. Lors de la conférence des chefs d'Etat des pays membres du G5 Sahel, le Président Macron n'a jamais affirmé que l'Algérie avait pris l'engagement d'une intervention militaire dans le cadre de cette force», lit-on dans un communiqué de l'ambassade rendu public hier. Le président de la République française s'est félicité, en outre, de «l'engagement politique de l'Algérie suite à la tenue de la réunion du Comité de suivi de l'Accord d'Alger à Kidal le 11 février», réunion, rappelle l'ambassade, à laquelle M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, avait participé.



Ph/D. R.

les moyens de connaître la vérité». «Ce travail sera prolongé et approfondi au cours des prochains mois, afin que nous puissions avancer vers l'apaisement et la réconciliation», a-t-il promis. Il a estimé, à ce titre, que «regarder l'Histoire en face, reconnaître la vérité des faits, ne permettra pas de refermer des plaies toujours ouvertes, mais aidera à frayer le chemin de l'avenir. La génération des

petits-enfants d'Ali Boumendjel doit pouvoir construire son destin, loin des deux ornières que sont l'amnésie et le ressentiment. C'est pour eux désormais, pour la jeunesse française et algérienne, qu'il nous faut avancer sur la voie de la vérité, la seule qui puisse conduire à la réconciliation des mémoires». Au cœur de la Bataille d'Alger, Ali Boumendjel fut arrêté par l'armée coloniale, placé au secret, torturé, puis assassiné le 23 mars 1957, a reconnu l'Élysée, soulignant que «Paul Aussaresses avoua lui-même avoir ordonné à l'un de ses subordonnés de le tuer et de maquiller le crime en suicide». Originaire des Ath Yenni, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, Ali Boumendjel a laissé derrière lui son épouse, Malika, et quatre

enfants âgés alors de sept ans à vingt mois : Nadir, Sami, Farid et Dalila. Ali Boumendjel est né le 23 mai 1919, à Relizane, dans une famille riche en talents, imprégnée de voyages, de culture et de combats politiques. Son père, instituteur, lui transmet le goût des savoirs. Le brillant écolier se fraya sans mal une place sur les bancs de la faculté de droit d'Alger. C'est fort d'une culture ouverte, généreuse, humaniste, puisant aux sources des Lumières, qu'Ali Boumendjel s'engagea bientôt en politique, contre l'injustice du système colonial et pour l'indépendance de l'Algérie. Le discours qu'il prononça en 1955 au Congrès mondial d'Helsinki témoigne de son engagement en faveur de la paix.

M. B.

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 163 nouveaux cas et 5 décès

L'Algérie a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (4), portant à 2 996 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 163 cas, soit 12 cas de moins par rapport au bilan d'hier (175), pour atteindre, au total, 113 593 cas confirmés.

R. N.

Fattouma Lakhdari, chercheur sur les zones arides

## L'agriculture saharienne ou oasienne, un modèle qui s'impose

Le modèle oasien qu'offrent les wilayas d'El Oued et de Touggourt qui ont réussi la passe d'autosuffisance en produits d'excellence exportable, s'impose comme modèle à généraliser dans les territoires du sud du pays, indique la spécialiste en agriculture saharienne et chercheur sur les zones arides, Fattouma Lakhdari. Le modèle oasien des deux wilayas représente 87 % du sol algérien avec une population de quelque cinq millions d'âmes et un taux de chômage avoisinant les 30 %, notamment dans les zones frontalières. Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio nationale, Fattouma Lakhdari a insisté sur le fait d'«améliorer les indica-

teurs stratégiques au niveau de ces zones qui manquent d'eau, d'électricité et d'autres commodités pouvant améliorer les conditions de vie et la stabilité des gens dans ces régions». «On ne peut imaginer un flux migratoire du nord vers le sud si l'on prend pas en compte les exigences de ces habitants qui ont les mêmes droit et devoirs», dira-t-elle.

La spécialiste a souligné que s'il y a un modèle qui constitue un référentiel à la fois sur le plan aménagement et de développement car on n'a pas soigné l'oasis, mais elle est là à résister, tenir tête et produire jusqu'à exporter. Toutefois, elle dira que ces exportations restent en-deçà

de nos potentialités. «Il faut valoriser d'emblée ce qui existe dans ces zones, ensuite aller vers une stratégie de généraliser le modèle oasien pour un vaste développement», a-t-elle suggéré. Par ailleurs, M<sup>me</sup> Lakhdari a indiqué que l'Algérie ne pourra jamais assurer notre sécurité alimentaire à 100 % si on laisse le secteur de l'agriculture se «dépatouiller» tout seul. «Notre salut est dans une démarche intégrée, impliquant l'agriculture, l'industrie, le secteur de la Recherche scientifique et le dispositif de la formation, étroitement lié à l'enseignement supérieur et même au secteur de l'Education pour lequel il faut reconsidérer le profil des lycées agricoles qui sont d'un

grand intérêt», a-t-elle plaidé. Car il y va, a-t-elle indiqué, de l'importance du développement de ce secteur vital pour notre pays. Pour assurer la sécurité alimentaire, il est nécessaire, selon l'intervenante, de passer nécessairement par un développement territorial global et équilibré, à condition, a-t-elle soutenu, de «mettre tous les paramètres et les conditions idoines pour ne pas buter sur des catastrophes». D'après l'oratrice, «il y a des projets qui peuvent nous paraître très intéressants, pouvant donner des résultats quelques temps, au risque de laisser parfois des catastrophes ou des situations tristes à décrire».

Louisa Ait Ramdane

Récupération de toutes les assiettes industrielles inexploitées

## Cipa : «C'est la première étape pour relancer l'activité économique...»

■ *Saluant la décision du président de la République concernant la récupération de toutes les assiettes industrielles inexploitées, le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (Cipa), Abdelwahab Ziani, a souligné que «cette démarche contribuera à la revitalisation de ces zones industrielles», appelant à soutenir les producteurs algériens pour restaurer le marché local et protéger les postes de travail.*

Ph.D. R.



Abdelwahab Ziani

Par Thinhenne Khouchi

«**L**a récupération de toutes les assiettes de foncier industriel attribuées mais non exploitées à ce jour permettra le lancement des projets bloqués ainsi que l'expansion des institutions publiques et privées», a indiqué, hier, Abdelwahab Ziani, président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (Cipa), lors de son passage à la Radio algérienne. Dans le même contexte, il a souligné l'importance d'adopter la transparence dans la distribution et la redistribution ainsi que l'exploitation de ces fonciers. Il a proposé de mettre en place un cahier des

charges afin que les industriels ou l'usine soient obligés d'intégrer un certain nombre de travailleurs dans leur activité de production. A ce propos, Ziani a déclaré : «Maintenant, nous disons qu'il faut faire confiance aux industriels algériens pour augmenter la valeur du produit algérien, et nous reconsidérons les accords précédemment conclus afin de protéger nos produits, car la part des industriels algériens du marché algérien est d'environ 20 % contre 80 % pour les étrangers». «Aujourd'hui, nous devons regagner notre marché local, et pour pouvoir retrouver notre place sur le marché, les producteurs algériens doivent être protégés, et le citoyen doit consommer donc

des produits algériens, ce qui contribuera à la protection des emplois, mais surtout de l'industrie en général», a indiqué l'invité de la Chaîne 1. Concernant les obstacles au lancement réel des industries manufacturières, Ziani a indiqué que «l'industrie manufacturière est présente en Algérie, mais son activité est suspendue, malgré la disponibilité des produits agricoles qui a été enregistrée pendant la période de confinement, mais la perte était grande parce que nous ne savions pas comment transférer le produit supplémentaire et le stocker, pour le commercialiser en cas de besoin». De plus, «les produits alimentaires importés sont toujours commercialisés dans de vastes zones, au détri-

ment du produit local. Il est donc nécessaire de reconsidérer les habitudes de l'importateur en matière de denrées alimentaires», a déclaré Ziani. Sur la nouvelle stratégie sur laquelle travaille la Confédération en coordination avec le ministère de l'Agriculture, Ziani a déclaré qu'elle «commence essentiellement par préparer une carte pour les fabricants algériens». À cet égard, Ziani s'attend à ce que la valeur des exportations atteigne 7 milliards de dollars si un système de double entretien est adopté dans les unités de production des industries manufacturières qui fonctionnent actuellement à 20%. Selon lui, «la différence entre les saisons agricoles entre l'Algérie et les pays africains nous permet de fournir des produits agricoles plus tôt, qui donnent du dynamisme au travail et ouvrent plus de possibilités d'emplois». En ce qui concerne le marketing des produits, Ziani a déclaré que «la Safex Corporation (la société algérienne pour les expositions et l'exportation), qui a l'expérience du processus, sera utilisée pour revitaliser la région de l'Assihar à Tamanrasset afin de devenir une autre capitale d'exportation, et Logitrans (le complexe public pour le transport routier de marchandises et la logistique) contribuera au transport des matériaux transférés de toutes les régions jusqu'à Tamanrasset, qui sera dotée de guichets unifiés pour faciliter les transactions commerciales».

T. K.

Mohamed Arkab participe à la réunion Opep et non Opep

## Les exportateurs de pétrole se concertent autour des prix

**L**es pays exportateurs de pétrole se concertent à nouveau, afin de stabiliser les prix et mettre en place une stratégie commune pour faire face à l'impact du Covid-19 sur le marché.

Hier, ont débuté les travaux, par visio-conférence, de la 27<sup>e</sup> réunion du Comité ministériel conjoint de suivi Opep et non-Opep (JMMC), avec la participation du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. Cette réunion a été consacrée notamment à l'examen des perspectives d'évolution du marché pétrolier à court terme. Lors de la réunion, les membres du JMMC avaient évalué, sur la base du rapport du Comité technique conjoint, le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays participants à la Déclaration de coopé-

ration pour le mois de janvier 2021. Le marché pétrolier qui a connu une crise sans précédent durant l'année passée, due à la crise sanitaire qui affecte le monde, a pu être régulé suite à la décision des pays exportateurs d'hydrocarbures de limiter leur production et de s'adapter à la conjoncture. Le marché pétrolier a, à chaque fois, été sensible aux mesures prises par les pays de l'Opep et non Opep. Le JMMC est composé de sept pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), à savoir l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, la Nigeria et le Venezuela, et de deux pays non membres de l'Organisation, à savoir la Russie et le Kazakhstan. L'Angola participera également aux travaux du Comité au titre de président de

l'Opep.

Par ailleurs, la réunion du JMMC sera suivie aujourd'hui par la 14<sup>e</sup> réunion ministérielle de l'Opep et non Opep, qui devra décider des niveaux de limitation de leur production pour le mois d'avril et les mois suivants, comme décidé lors de la précédente réunion ministérielle de l'Opep+. En attendant les résolutions de ces réunions de haut niveau, les prix du pétrole continuent leur hausse, enregistrant des records par rapport aux mois passés.

Hier, les prix du pétrole repartaient à la hausse, après un accès de faiblesse la veille.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai gagnait 1,69 % à Londres par rapport à la clôture de la veille, à 63,76 dollars. Dans le même temps, le baril améri-

cain de WTI pour avril s'appréciait de 1,61 % à 60,71 dollars. La veille, les deux contrats de référence avaient cédé du terrain, le WTI repassant sous la barre des 60 dollars le baril pour la première fois depuis le début de la semaine passée. «Les investisseurs sont en mode attentiste avant la réunion de l'Opep», a commenté Carlo Alberto de Casa, analyste. Mardi, le secrétaire général de l'Opep, Mohammed Barkindo, a souligné l'amélioration des perspectives du marché pétrolier mondial et de l'économie en général, selon un communiqué mis en ligne par le groupe. Il a également incité à la «prudence». La principale réunion de la semaine pour le groupe de producteurs reste le sommet ministériel prévu aujourd'hui. Lors du premier de 2021 début janvier, cette alliance

LA QUESTION DU JOUR

## Le directeur du FBI sur le gril

Suite de la page une

**C**elui-là n'est le fait d'aucune organisation terroriste étrangère, dans le genre Etat islamique ou al-Qaïda. Des Américains ont planifié et exécuté une attaque contre le temple de la démocratie américaine. Remarque importante : ils n'ont pas envahi le Capitole pour s'y prendre en photo, mais bel et bien pour tuer. Pour tuer ceux qui s'y trouvent, c'est-à-dire les représentants du peuple américain. Cela vient en droit fil de la qualification de l'acte comme terroriste. Un acte terroriste dont le but ne serait pas de verser le sang, ça n'existe pas, c'est une contradiction dans les termes. Le FBI l'avait-il prévu, et en conséquence en avait-il averti ceux qui pouvaient lui faire échec de même que ses victimes potentielles ? C'est là que le directeur du FBI était attendu, davantage par les sénateurs démocrates que par leurs homologues républicains. S'il répondait oui à cette question implicite, alors il faudrait qu'il explique pourquoi les congressistes s'étaient trouvés piégés dans le Capitole, ne devant leur salut qu'au sang-froid et au dévouement d'une poignée de policiers, probablement même à un seul d'entre eux, Eugene Goodman, qui avait réussi à entraîner la horde des tueurs loin de la salle où ils étaient rassemblés. Ce qui du même coup leur avait permis de se mettre à l'abri dans un lieu plus sûr. Prévoir en l'espèce, c'est faire prendre les mesures de sauvegarde qui s'imposent. Ce qui implique prévenir tous ceux qui doivent l'être afin que l'attaque n'ait pas lieu, ou que si elle se produisait quand même, ils puissent se défendre. Une section locale du FBI, celle de Norfolk, en Virginie, avait bien émis une alerte, en effet parvenue dans la boîte aux lettres de la police du Capitole, comme quoi quelque chose de mauvais se préparait pour le lendemain, mais qui n'a fait prendre à personne la mesure du danger qui planait, ni dans le Capitole ni dans Washington. Et si d'aventure le directeur du FBI répondait non, non ses services n'avaient rien vu venir, lui qui avait commencé par dire que le terrorisme domestique se développait dans le pays, il n'aurait fait que dénoncer sa propre compétence comme celle de son organisation. Ce qui ne serait guère mieux. Dans le fait, il a répondu oui, tout en niant les conséquences logiques qui en découlent. Le FBI aurait fait son job, sauf qu'il ignorait combien ses partenaires pouvaient être aussi négligents.

M. H.

avait convenu, après deux jours d'après négociations, d'ouvrir petit à petit les vannes jusqu'en mars, se donnant rendez-vous à ce moment-là pour statuer sur la politique à mener à compter d'avril prochain.

Aomar Fekrache

Fête du printemps à Sétif

# Chaou errabie, une tradition festive et ensoleillée

■ Célébré depuis des temps immémoriaux entre la fin du mois de février et le début du mois de mars, l'avènement du printemps donne lieu, dans la région de Sétif, à toutes sortes de réjouissances saluant le retour du soleil et la réviviscence des verts pâturages.



Par Hocine H.

La préparation de la «m'bardja» (ou «bradj»), une succulente pâtisserie en forme de losanges constituée de galette de semoule fourrée de «ghars» (dattes écrasées), constitue l'un des moments forts de cette fête ancestrale qui marque aussi la communion de l'homme avec la nature. De nombreuses familles profitent, en effet, de ce jour, appelé ici «Chaou Errabie» (Tafsuth en tamazight) pour «déferler» par grappes entières vers la campagne ou vers des coins de verdure, pas trop éloignés des villes, qui par voiture, qui par bus, pour se ressourcer, oublier

le tintamarre des ensembles urbains et s'offrir un moment de villégiature.

Car ce sont les sorties champêtres en famille qui caractérisent la fête du printemps, la m'bardja n'étant jamais aussi délicate, paraît-il, que lorsqu'elle est dégustée sur l'herbe lors de pique-niques improvisés au cours desquels les enfants trouvent aussi leur compte.

Le jeu favori de ces derniers, lors de ces sorties, est de profiter de la moindre petite pente pour faire rouler la «gorsa», une petite galette dorée aux œufs et richement décorée, transportée dans de petits paniers en osier contenant également un bouquet de jonquilles, quelques friandises et une orange.

«Pour moi, c'est le bonheur absolu que de voir mes enfants gambader librement en pleine nature, loin du tumulte de la ville, et courir gaiement derrière leur "gorsa", la comparer à celle de leurs copains pour la déguster ensuite en partageant des morceaux», lance, les yeux brillants, Habiba, venue avec mari et enfants sur les berges verdoyantes du lac de la retenue collinaire de Zaïri, près de Sétif.

«Ce sentiment de liberté est vivifiant car il nous permet de respirer de l'air pur et d'échapper, pour quelques heures, à la routine, aux tâches ménagères et au stress qu'engendre la vie dans les cités», ajoute cette quadragénaire sans quitter des

yeux ses deux enfants de cinq et huit ans qui se sont faits de nouveaux camarades de jeu.

D'ailleurs, de nouveaux liens se tissent entre mères de famille qui se découvrent une âme bucolique au cours de ces sorties qui durent parfois jusqu'à la tombée du jour, donnant lieu à des papotages qui n'en finissent plus, les unes échangeant des recettes de cuisine, les autres dissertant autour des choses de la vie.

Les hommes ne sont évidemment pas en reste. Regroupés à l'abri du regard des épouses, mais sans se départir de leur vigilance vis-à-vis de leur bruyante progéniture, ils ne se lassent pas de tailler le bout de gras, de dissertar à

tout-va, de faire et de refaire le monde. Tout y passe, le football, la politique, la cherté de la vie. Abdelaziz (50 ans), l'époux de Habiba, fonctionnaire à la direction des impôts, n'échangerait «pour rien au monde» ce moment privilégié qui lui permet de s'évader, de ne plus entendre les «coups de sang du chef» et d'oublier les «épuisantes colonnes de chiffres», tout en donnant libre cours à sa loquacité.

Un peu plus loin, d'autres familles organisent de grandes collations et des repas champêtres, où la «m'bardja» est reine. Des agapes que les enfants dédaignent, préférant improviser toutes sortes de jeux, se dépenser et jacasser à qui mieux mieux en profitant du soleil sur les champs verdoyants.

La fête du printemps sur les Hautes plaines sétifiennes continue d'avoir des adeptes restés fidèles aux traditions ancestrales. Une fête nullement entamée par les nouvelles obligations nées de la modernisation, comme il est loisible de le constater, d'année en année.

C'est aussi le moment de rompre avec la monotonie, de se retrouver et de renouer avec les amis et les proches à une époque où le «chacun pour soi» semble avoir supplanté la vie en communauté et la convivialité qui ont de tout temps caractérisé l'art de vivre à l'algérienne.

Ce n'est assurément pas le moindre des mérites de «Chaou errabie», même si cela ne dure qu'une journée.

H. H.

Touggourt

## L'industrie et l'agriculture, en tête des secteurs les plus prometteurs

La circonscription administrative de Touggourt (nord de Ouargla), fraîchement promue en wilaya à part entière, connaît une dynamique de développement marquée par l'avancement «notable» des projets dans les différents secteurs, avec en tête celui de l'investissement industriel et agricole qui enregistre au fil des dernières années une cadence «encourageante», ont estimé des cadres et responsables locaux.

Le nombre des investissements industriels approuvés à Touggourt s'élève à 579 projets, dont 121 sont en cours de réalisation, ont-ils précisé.

Couvrant une superficie totale de 719 hectares répartis sur la plupart des communes, ces investissements devront générer pas moins de 1 300 emplois directs et indirects, a-t-on détaillé.

Ils se répartissent sur divers créneaux, tels que la production de matériaux de construction, en particulièrement la filière des produits rouges (briques, ourdis et autres), en plus de l'industrie agroalimen-

taire, les services et autres.

Cette région recèle d'importants gisements de matières premières, dont l'argile, le sable et le gypse, susceptibles de consolider ses capacités industrielles, tout en contribuant au développement de l'économie locale et nationale.

Totalisant 725 194 hectares de superficie agricole globale, dont 166 5673 hectares irrigués, la nouvelle wilaya de Touggourt a fait également un décollage dans le domaine de l'agriculture, grâce aux plans d'appui public aux multiples filières.

Classée parmi les principales régions productrices de dattes en Algérie, en quantité et en qualité, Touggourt dispose d'un patrimoine phœnicicole, composé de plus de 1,5 million de palmiers dattiers, dont la partie la plus importante est localisée dans la région d'Oued-Righ. L'activité agricole à Touggourt concerne aussi d'autres filières stratégiques, telles que le maraîchage, la sericulture, l'arboriculture et l'élevage du

bétail (bovin, caprin et camelin), pratiquée dans plusieurs régions de la wilaya, à l'instar de Taïbet, Bencaeur, Megarine, Sidi-Slimane El-Borma et El-Hadjira, en outre le périmètre agricole dit El-Anet (chef-lieu de wilaya) qui s'est engagé, lors de dernière saison, dans la filière céréalicultrice, pour la première fois.

Toujours dans l'agriculture, cette nouvelle wilaya a bénéficié d'un projet structurant de réalisation d'un entrepôt frigorifique, d'une capacité de 4 000 m<sup>3</sup>, au titre d'un programme piloté par la Société nationale de froid (Frigomedit).

Livrable avant la fin 2021, ce projet en cours de concrétisation au niveau de la commune de Touggourt, constitue un véritable acquis permettant de renforcer les capacités de stockage de produits agroalimentaires, a affirmé le directeur délégué du secteur de l'agriculture, Mahrez Aoun.

Ce projet, dont les travaux sont à près de 50 % d'avancement physique,

visé à renforcer les capacités locales en matière de stockage de produits agricoles, et à absorber le surplus de production agricole pour asseoir un équilibre entre l'offre et la demande, a expliqué le même responsable.

Les autorités locales misent, à côté de ces opérations prometteuses dans le domaine de l'investissement, sur la valorisation de potentialités existantes, ainsi que la récupération des espaces non exploités.

Située dans le sud-est du pays, la wilaya de Touggourt est limitée au nord, par la wilaya d'El-Meghaïer, El Oued et la Tunisie à l'est, Djelfa à l'ouest et Ouargla au sud.

Elle compte 14 communes (Touggourt, Nezla, Tebesbest, Zaouia El-Abidia, Megarine, Sidi-Slimane, M'naggar, Taïbet, Bencaeur, Témacine, Blidet-Amor, El-Alia, El-Hadjira et El-Borma), regroupées en six daïras, selon la nouvelle loi relative à l'organisation territoriale du pays.

Hassina H.

Commerce extérieur

# Plus de 1 200 exportateurs recensés en 2020

■ Les exportations hors hydrocarbures représentent 9,48 % du volume global des exportations algériennes, estimées à 24 milliards de dollars contre 34,8 milliards de dollars en 2019 (-33,57 %).



PH.D. R.

Par Sara B.

Un total de 1 219 exportateurs algériens de différents produits ont été recensés en 2020,

a indiqué, à Alger, un responsable au ministère du Commerce. Les exportations hors hydrocarbures ont atteint, en 2020, plus de 2,26 milliards de dollars, contre 2,58 milliards

en 2019, soit une baisse de 312 millions de dollars (12,59 %), selon un bilan présenté par le sous-directeur chargé du suivi et de la promotion des exportations au ministère, Abdellatif El Houari,

lors d'une journée d'études sur la promotion des exportations. Ainsi, les exportations hors hydrocarbures représentent 9,48 % du volume global des exportations algériennes, estimées à 24 milliards de dollars contre 34,8 milliards de dollars en 2019 (-33,57 %). Dans son intervention, lors de cette rencontre organisée par le ministère, M. El Houari a expliqué cette baisse des exportations hors hydrocarbures par le gel de l'exportation de certains produits stratégiques, en raison de la propagation de la pandémie de nouveau coronavirus, à partir du mois de mars. Evoquant la nature des exportations, le directeur a indiqué que les engrais minéraux et chimiques étaient à la tête des produits algériens les plus vendus à l'étranger avec un montant de 733,97 millions USD en 2020, contre 728,48 millions USD en 2019, soit une hausse de 0,75 %. Il a également fait état de 303 millions USD générés par l'exportation du sucre en 2020, contre 260 millions USD en 2019 (+16,80 %), alors que les exportations du ciment ont atteint 81,8 USD en 2020, soit une augmentation de 34,87 % par rapport à

2019 (60,60 millions USD). De leur côté, les exportations en matière de dattes ont atteint l'année passée 73,03 millions USD contre 63,78 millions USD en 2019 (+14,49 %). Les produits algériens ont été exportés vers des pays européens, africains, asiatiques, américains et sud-américains, précise M. Houari.

S. B.

## Energie La filiale d'Energias de Portugal pour les renouvelables augmente son capital

LA FILIALE pour les énergies renouvelables du groupe Energias de Portugal, EDP Renovaveis, a annoncé, hier, avoir conclu une augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros lors d'un placement privé visant à financer une partie de son plan d'investissements de 24 milliards d'euros à l'horizon 2025.

Le plan d'investissements du fournisseur électrique historique portugais, aujourd'hui contrôlé par le groupe étatique chinois China Three Gorges, est axé sur les énergies renouvelables surtout en Europe et aux Etats-Unis, et doit permettre au groupe d'anticiper son objectif de neutralité carbone avant 2030.

Dans le cadre de ce plan, EDP Renovaveis prévoit d'investir 19 milliards d'euros pour lancer des projets de production d'énergies propres d'une capacité de 20 gigawatts au cours des quatre prochaines années.

Au cours de cette augmentation de capital par «placement privé accéléré», la société a émis un peu plus de 88 millions d'actions auprès d'investisseurs privés au prix de 17 euros par titre, ce qui représente un peu plus de 10 % du capital, a-t-elle précisé dans un communiqué.

Ce prix unitaire représente une décote de plus de 9 % par rapport au cours de l'action de la veille, qui avait terminé mardi à la Bourse de Lisbonne en hausse de 0,43 % à 18,74 euros. Hier matin à la Bourse de Lisbonne, le titre EDP cédaient 3,14 % à 4,62 euros, tandis que celui de EDP Renovaveis dévissait de 8,96 % à 17,06 euros. Le groupe électricien avait présenté hier des bénéfices de 801 millions d'euros en 2020, une hausse de 56 % par rapport à l'année précédente expliquée par une croissance de l'activité de la production des énergies renouvelables et par la cession de plusieurs actifs.

R. E.

## Pétrole Le Brent à 63,76 dollars à Londres

Les prix du pétrole repartaient à la hausse hier, après un accès de faiblesse la veille, dans l'attente d'une première réunion de l'Opep+ plus tard dans la journée et du sommet ministériel de l'organisation et ses alliés aujourd'hui.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai gagnait 1,69 % à Londres par rapport à la clôture de la veille, à 63,76 dollars.

Dans le même temps, le baril américain de WTI pour avril s'appréciait de 1,61 % à 60,71 dollars. La veille, les deux contrats de référence avaient cédé du terrain, le WTI repassant sous la

barre des 60 dollars le baril pour la première fois depuis le début de la semaine passée. «Les investisseurs sont en mode attentiste avant la réunion de l'Opep», a commenté Carlo Alberto de Casa, analyste. Les vingt-trois de l'alliance Opep+, qui regroupe les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et dix alliés, se sont retrouvés hier par visioconférence à l'occasion du désormais mensuel Comité de suivi de l'accord en vigueur de réduction de la production du groupe (JMMC).

Mardi, le secrétaire général de l'Opep, Mohammed Barkindo,

a souligné l'amélioration des perspectives du marché pétrolier mondial et de l'économie en général, selon un communiqué mis en ligne par le groupe. Il a également incité à la «prudence».

La principale réunion de la semaine pour le groupe de producteurs reste le sommet ministériel prévu aujourd'hui. Lors du premier de 2021 début janvier, l'alliance des vingt-trois avait convenu, après deux jours d'après négociations, d'ouvrir petit à petit les vannes jusqu'en mars, se donnant rendez-vous à ce moment-là pour statuer sur la politique à mener à compter

d'avril prochain. Le marché digère, par ailleurs, la publication mardi par l'American Petroleum Institute (API), la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, de stocks de brut en hausse de 7,4 millions de barils la semaine passée dans le pays.

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), aux estimations jugées plus fiables, a publié ses chiffres plus tard dans la journée. Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les stocks sont à l'inverse attendus en baisse, de 1,3 million de barils.

Samia Y.

Monnaies

## L'euro stable face au dollar

L'euro évoluait à l'équilibre hier face au dollar américain, reprenant son souffle après avoir atteint un plus bas en trois semaines la veille, les cambistes guettant la publication du rapport ADP sur les créations d'emplois dans le secteur privé aux Etats-Unis en février. Hier matin, l'euro prenait 0,04 % face au dollar, à 1,2095 dollar pour un euro. Le dollar index, qui compare le billet vert aux autres grandes monnaies, «s'inscrit dans une fourchette assez étroite depuis le mois de décembre», commente Lee

Hardman, analyste. Vendredi, le dollar avait bondi, porté par son statut de valeur refuge alors que les investisseurs s'inquiétaient de la hausse des taux sur le marché obligataire, mais le calme est revenu sur les marchés depuis mardi. Dans ce contexte, les investisseurs se tournaient vers les données ADP qui seront publiées cet après-midi, avant le taux de chômage qui paraîtra vendredi. «Après la baisse de décembre et une hausse en janvier, il est probable que le nombre d'emplois ait encore augmenté en février», a expliqué

Thu Lan Nguyen, analyste. «De bonnes données sont un signe positif pour le dollar, puisqu'elles signifient que la reprise économique post-pandémie débute, mais ce n'est pas un signe que la politique monétaire américaine va changer d'une manière qui affecterait le marché des changes», prévient cependant l'analyste. Certains cambistes estiment, en effet, que la reprise sera tellement vigoureuse, dopée par le plan massif de relance porté par la majorité démocrate de Joe Biden, que la Banque centrale américaine

(Fed) va devoir normaliser sa politique monétaire, ce qui rendrait le dollar plus attractif. Outre-Atlantique, les investisseurs garderont un œil sur la présentation du premier budget britannique depuis la sortie de l'UE. «Elle a rarement un effet marqué sur la performance de la livre», a souligné M. Hardman, qui indique que les éléments qui ont conduit la livre à son plus haut niveau en près de trois ans face au dollar et en un an face à l'euro sont toujours en place. «Les données sur le nombre de personnes touchées par le Covid-19 continuent

## Radiothérapie

# De nouveaux centres prochainement à travers plusieurs wilayas

■ De nouveaux centres de radiothérapie seront prochainement ouverts à travers plusieurs wilayas du pays dans le but d'améliorer les conditions de prise en charge des cancéreux, a annoncé, depuis Blida, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid.

Par Amel B.

**S** exprimant en marge d'une visite à nombre de services au niveau du CHU Frantz-Fanon (Blida), P Benbouzid a précisé que ces «nouveaux centres sont répartis sur les wilayas de Djelfa, Chlef, Laghouat, Tiaret, Médéa, Béjaïa et Mostaganem».

Ces nouveaux centres devront, dès leur entrée en service, alléger la pression sur les centres déjà en service, dont le centre anti-cancer (CAC) de Blida, visité par le ministre, en rapprochant notamment les rendez-vous des patients.

Le ministre a invité, dans ce cadre, les responsables des différents centres à l'impératif recours à la numérisation des rendez-vous, une démarche qui permettra de mieux orienter les malades vers les centres enregistrant moins de pression.

Le premier responsable du secteur a cité pour exemple le

centre d'Adrar, où les patients sont immédiatement pris en charge, contrairement à celui de Blida qui enregistre une forte pression en raison du nombre important de malades issus de différentes wilayas.

Les responsables du CAC de Blida ont fait état, néanmoins, d'une amélioration de la situation ces derniers temps, le temps d'attente étant passé de 6 à 9 mois autrefois à 15 à 20 jours actuellement.

Par ailleurs, le ministre a déploré le manque de spécialistes dans nombre de structures, à l'image du service radiologie, tandis que le secteur enregistre une abondance en termes d'autres spécialités, suggérant d'œuvrer en concert avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour l'ouverture, à



l'avenir, de formations de spécialité en fonction des besoins du secteur. Visitant l'Etablissement hospitalier spécialisé de transplantation d'organes et des tissus (ESH-TOT), M. Benbouzid a écouté les préoccupations des

staffs médicaux y travaillant, notamment en ce qui concerne le cathéter en panne depuis plusieurs années, se disant mécontent quant à cette situation qui sera examinée.

Accompagné du wali de

Blida, Kamel Nouicer, le ministre a visité les services de cardiologie et chirurgie cardiovasculaire et d'imagerie du système nerveux au CHU Frantz-Fanon avant de se rendre à l'ESH-TOT.

A. B.

## Entrepreneuriat

# Les jeunes de la diaspora ne sont plus tenus de rentrer pour créer leurs micro-entreprises

**L**e ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise a annoncé l'exemption des jeunes établis à l'étranger désirant créer des micro-entreprises dans le cadre de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) de l'obligation de rentrer au pays pour procéder aux démarches administratives préliminaires liées à la création des micro-entreprises au niveau des agences des wilayas.

Pour ce faire, les citoyens intéressés peuvent mandater un tiers par une procuration établie

par les centres diplomatiques et consulaires algériens à l'étranger, accompagnée d'une copie de la carte consulaire valide et une copie du passeport algérien valide du mandataire, a indiqué un communiqué du ministère. Cette mesure demeure valable tout au long de l'opération de constitution du dossier et de réunion des conditions prévues par la loi, a précisé la même source. Une fois toutes les conditions satisfaites et le dossier de création d'une micro-entreprise constitué, la personne concernée sera invitée à se présenter devant une commission

de sélection, d'adoption et de financement des projets d'investissement de l'Anade pour examiner son dossier, a ajouté la même source, soulignant qu'en cas d'empêchement justifié de se présenter devant ladite commission, la personne concernée peut recourir à la technique de visioconférence.

En cas d'adoption du projet par la commission, le bénéficiaire ou la personne concernée devra regagner le pays dans les délais fixés par la commission afin d'entamer les démarches pour la mise en œuvre du projet.

Concernant la session de for-

mation relative aux mécanismes de création des micro-entreprises, qui figure parmi les étapes exigées, elle sera remplacée par une session sur les mécanismes de gestion des micro-entreprises, et ce, après validation du projet.

Il s'agit, par cette nouvelle mesure, d'associer les membres de la diaspora dans les efforts de développement du secteur des Micro-entreprises et de l'entrepreneuriat en Algérie, et les encourager à réaliser leurs projets et à créer leurs micro-entreprises en Algérie.

Farid Y.

## Tissemsilt

### Insertion de plus de 460 bénéficiaires de contrat préemploi

**PAS MOINS** de 467 bénéficiaires de contrat préemploi ont été insérés dans des postes de travail permanents dans la wilaya de Tissemsilt jusqu'à la fin de la semaine passée, a-t-on appris de la Direction de l'emploi. Abdelkrim Belabdi a indiqué que ces bénéficiaires de contrats de dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et sociale ont été installés, à titre de permanent, dans leurs postes de travail. Ces derniers font partie des vagues prioritaires dans cette opération de permanisation ayant touché les catégories totalisant une expérience professionnelle de plus de 8 ans, de même que celles disposant d'une expérience entre 3 et 8 ans, a-t-il fait savoir.

Ceux concernés par cette opération de titularisation, intervenue en application des instructions prises par l'Etat, sont répartis à travers 49 instances publiques au niveau de la wilaya dont le secteur des Finances (directions des impôts, les biens de l'Etat et le trésor public), la Direction des ressources en eau et les services communaux.

Le même responsable a révélé qu'il reste 4 666 bénéficiaires du dispositif d'aide d'insertion professionnelle et d'insertion sociale concernés par l'opération pour l'année prochaine au niveau des différentes instances et administrations publiques.

R. S.

## Batna

# Journées d'information sur le Centre d'instruction de l'arme blindée

**L**e Centre d'instruction de l'arme blindée chahid Messaoud-Mebarakia (Batna), relevant de la 5<sup>e</sup> Région militaire, a ouvert ses portes au public. Devant se poursuivre jusqu'au 4 mars en cours, la manifestation, qui a été organisée au Centre d'information territorial chahid Omar-Ben-Khemis, au chef-lieu de wilaya, a attiré de nombreux visiteurs, notamment des jeunes. Dans son allocution d'ouverture, le général Belkacem Kessissa, commandant de l'Ecole supérieure de l'arme blindée (ESAB) de la commune de Oued Chaâba de Batna, a précisé que cette manifestation est «une opportunité pour le large public de connaître les diffé-

rentes missions et activités du Centre, qui assure la formation de soldats compétents pour l'accomplissement avec professionnalisme des tâches qui lui sont confiées et ce, en toutes circonstances».

L'officier supérieur a également affirmé que l'occasion est propice pour faire découvrir au public les progrès réalisés dans le domaine de la formation, notamment les moyens pédagogiques modernes, les programmes de formation et les capacités humaines et matérielles dont le centre dispose, à l'instar des capacités considérables mises en place par le Haut Commandement de l'ANP, mobilisées en faveur de toutes ses

structures de formation en vue de promouvoir le système de formation. De son côté, le commandant du Centre d'instruction de l'arme blindée, le capitaine Seddik Medjedoub, a indiqué que la manifestation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication sectoriel du Commandement des forces terrestres visant à informer le public sur les modalités de recrutement, faisant savoir que des ateliers ont été réservés à cet effet, à l'instar d'un film mettant en évidence les différentes étapes de formation et de recrutement.

Aussi, il a souligné que le Centre s'occupe de la formation des élèves officiers contractuels,

des élèves sous-officiers contractuels et les appelés du service national. Différents stands ont été consacrés à la présentation des moyens et des équipements pédagogiques, des vêtements en plus de renseignements sur les conditions de recrutement dans le corps blindé à travers des photographies sur la formation et l'entraînement dans ce centre.

La manifestation, dont l'ouverture a été présidée par le wali, Toufik Mezhoud, a été marquée par la présentation d'un film documentaire sur le Centre, créé le 14 juin 2008 au sein de l'Ecole d'application de l'arme blindée de Batna.

Samy O.

Théâtre régional de Constantine

# L'avant-première de «Cadavre» chaleureusement applaudie

■ Un public nombreux a applaudi la générale de la pièce de théâtre «Cadavre», présentée mardi au théâtre régional de Constantine. Cette comédie musicale relate les tourments de la déception amoureuse sous toutes ses formes et est porteuse de plusieurs messages de valeurs humaines.



Ph/D.R.

Par Abla Selles

Le public a vécu du début jusqu'à la fin de cette pièce théâtrale divers sentiments, dont le désespoir, le chagrin, la colère et les regrets. «Cadavre» est une

comédie musicale relatant, à travers un spectacle de danse et de musique, l'histoire d'un artiste célèbre dont la gloire et les lumières ne l'ont pas empêché de vivre son amour et se donner à fond pour faire de l'élu de son cœur une star de premier rang.

Le succès a fait son effet sur sa bien-aimée, versée dans le domaine des spectacles et de la danse, qui n'a pas hésité à tourner le dos à celui qui l'avait formée et placée sur le podium des étoiles.

Une immense déception est

dès lors ressentie par l'amoureux trahi, que les acteurs de ce spectacle musical (Bilal Bouberd, Maroua Chetita, Abdelhamid Litim et El Hadi Ghira) ont tenté de traduire à travers des mélodies entraînantes et des chorégraphies expressives.

Sur un fond musical tantôt classique, tantôt moderne, le spectacle mis en scène par El Hadi Ghira a été chaleureusement applaudi par le public présent qui a eu droit à une séquence de 60 minutes pleines d'émotions.

La comédie musicale «Cadavre» est une production du TRC qui s'emploie, dans le cadre de son programme de développement, à soutenir et aider les jeunes talents de la wilaya (metteurs en scène, comédiens, chorégraphes et scénographes entre autres), a indiqué le chef de service de la production artistique du théâtre, Karim Boudechiche.

Le même responsable, affirmant que cette comédie musicale est une idée d'El Hadi Ghira, a indiqué que le TRC reste ouvert à toutes les propositions émanant

des jeunes talents et ne ménagera aucun effort pour encourager les initiatives versant dans l'intérêt de la culture locale.

Il est à rappeler que le théâtre régional de Constantine, comme tous les théâtres du pays, a été fermé pendant plusieurs mois à cause de la pandémie de Covid-19. Aujourd'hui, il travaille pour renouer le contact avec son public tout en respectant les mesures de prévention annoncées par le ministère de la Santé.

A. S.

## Prévu pour le 9 mars au TNA Retour du théâtre pour enfant sur scène

La générale de la pièce théâtrale pour enfant «*Ajnihat Namoula*» (Les ailes de Namoula), du metteur en scène Nidal Al Jazairi, sera présentée mardi prochain sur la scène du Théâtre national algérien (TNA) «Mahieddine Bachtarzi», à l'occasion de la reprise des activités artistiques après plusieurs mois de suspension en raison de la propagation du Covid-19, a-t-on appris auprès du metteur en scène. Nidal Al Jazairi a fait savoir que la pièce théâtrale «*Ajnihat Namoula*», produite par le TNA, devra être présentée au public le 9 mars prochain, ajoutant que cette nouvelle œuvre, destinée aux enfants, a été écrite par Youcef Baaloudj. Cette pièce vise à promouvoir les valeurs de coopération, de synergie et de tolérance, a-t-elle précisé, soulignant que la présentation de la générale de la pièce théâtrale n'a pas eu lieu à temps au début de l'année dernière du fait de la propagation du Covid-19, des décisions de fermeture des espaces et des salles artistiques et de la suspension des activités dans le cadre de la lutte contre la pandémie.

Les rôles de cette nouvelle expérience seront interprétés par un groupe d'acteurs, dont Mohamed Hellali, Moussaoui Hayet, Beraoui Mohamed Housssem eddine, Benattia Leila, Aoubat Amirouche, Gazelle Lalaoui, Benzemmouri Amel, Imad Mouhoub et Rabia Hassab. M. K.

## Digital Gate International Film Festival

### Le court métrage algérien «Mania» primé

Le court métrage algérien «Mania», du réalisateur Housseem Abbasi, a décroché le prix de bronze à la 11<sup>e</sup> édition du Digital Gate International Film Festival (édition de février), a-t-on appris auprès des organisateurs.

Ce film raconte les problèmes d'un jeune Algérien qui a vécu une enfance difficile après la mort de sa mère.

Le court métrage avait reçu en 2019 une mention spéciale aux journées d'Annaba du court métrage.

Par ailleurs, le film «*Coulourless*», de l'Afghan Abdul Hamid Mandgar, a remporté le Golden Gate Award, tandis que le Silver Gate Award est revenu au film «5 Stars Rating» de Al Mitchell des Etats-Unis.

Le film américain «5 Stars Rating» a également remporté le prix du meilleur rôle masculin, tandis que le prix du meilleur rôle féminin est revenu au film «*Bouchkara*», du réalisateur tunisien Kheiri Haboubi, une œuvre qui a également remporté le grand prix du public.

De son côté, le film tunisien «*Le verrou*», de Seif Chouk, a

remporté le prix du jury.

Cette édition du «Digital Gate International Film Festival» a vu la participation de 31 films de 15 pays, dont l'Algérie avec six films, et le Comité de sélection des films était composé de cinéastes de plusieurs pays.

Le festival a été créé en 2020 par le réalisateur algérien Dalil Belkhouir, qui en est également le directeur général. F. H.

## Forum du Palais de la culture

### Débat autour de la culture et l'exercice de la citoyenneté

Le ministère de la Culture et des Arts a lancé, mardi à Alger, le «Forum du Palais de la Culture», une série de débats interactifs sur l'importance du dialogue culturel à tous les niveaux de la société, par une première rencontre sur la culture comme facteur déterminant à l'exercice de la citoyenneté.

Organisée au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, cette première rencontre a réuni les cadres du secteur de la Culture et les enseignants universitaires Ali Rebbidj, Nabila Benyahia, Redouane Bouhidel, Mohamed Boukerras et le critique d'art Brahim Nouel. Abordant les concepts de la culture, la citoyenneté politique, le dialogue culturel et la société civile, les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité d'asseoir une

«*approche culturelle de la vie*», soulignant que la société algérienne a perdu «*toute notion de projet de société durant les 30 dernières années*». Définissant la «*société civile comme un intermédiaire entre l'Etat et le citoyen*», l'actuel directeur de l'Institut supérieur des métiers de l'art du spectacle et de l'audiovisuel (Ismas), Mohamed Boukerras, a enchaîné sur la notion de l'exercice de la citoyenneté qui, selon lui, appelle d'abord l'«*appartenance à un ensemble de valeurs puisées de l'identité culturelle et du patrimoine matériel et immatériel communs à tous*», et d'une «*volonté d'aller de l'avant*», motivée par un climat sociopolitique où la «*liberté d'expression et la justice sociale seraient préalablement consacrées*». Le directeur de

Ismas a pointé du doigt les progrès technologiques, les réseaux sociaux notamment, qui, au-delà du confort intellectuel et pratique qu'ils ont apporté à l'Homme, ont révélé des différences de vues pouvant engendrer des sentiments d'intolérance et de rejet entre les individus d'une même patrie, préconisant, pour y remédier, de «*faire le diagnostic*» de toutes les divergences constatées sur la Toile, un préalable, selon lui, qui aboutirait à faire émerger chez l'internaute un sentiment de «*bonne conduite*» qui puisse encadrer cette «*citoyenneté virtuelle*».

L'enseignant et critique d'art, Brahim Nouel, a préféré intervenir en tant qu'«*acteur de la culture*», pour mettre en exergue le travail «*colossal*» de tous les collectifs que la société algérienne

a connu par le passé, à l'instar des Scouts musulmans algériens et l'Association des Oulemas musulmans ou encore de la troupe artistique du FLN, alors dirigée par le regretté Mustapha Kateb. D. R.

## Décès

### Le DJ italien Claudio Coccoluto n'est plus

Le célèbre DJ italien Claudio Coccoluto, figure de la scène internationale de la musique électronique, est décédé mardi à l'âge de 59 ans à Cassino (sud de l'Italie) des suites d'une maladie, ont annoncé des médias. A 13 ans, Claudio Coccoluto avait commencé à faire le DJ dans le magasin d'électroménager de son père à Gaeta, une ville balnéaire à mi-chemin entre Rome et Naples. Coccoluto a été le premier DJ européen à mixer au Sound Factory Bar de New York sa variante de la musique électronique, qu'il qualifiait lui-même d'«*underground*». Dans sa populaire émission C.O.C.C.O. sur la radio italienne Radio DeeJay, il mixait en direct tout en dialoguant avec ses auditeurs. Son dernier album, un recueil de 14 morceaux intitulé «*Imusicselection5 - Vinyl Heart*», sortait en 2008. R. I.



## Afghanistan

# «Personne n'est plus en sécurité» après le triple meurtre de Jalalabad

■ L'indignation, la colère et l'effroi étaient une nouvelle fois largement partagés hier en Afghanistan, où ont eu lieu les funérailles de trois jeunes employées d'une chaîne de télévision, assassinées la veille.

Par Mourad M.

Les trois femmes, âgées de 17 à 21 ans, travaillaient au sein du service de doublage de la chaîne locale Enekaas TV à Jalalabad (est). Elles ont été tuées par balle dans deux attaques séparées, alors qu'elles venaient de quitter leur bureau pour rentrer chez elles à pied.

«J'ai perdu ma sœur. Je l'enterre aujourd'hui avec tous ses rêves. Elle voulait aller à l'université, étudier le droit...», a déclaré à l'AFP Rohan Sadat, le frère de Sadia Sadat, l'une des victimes, lors de l'enterrement à Jalalabad.

«Je ne sais pas pourquoi les militants ciblent des jeunes femmes innocentes», a également réagi Mohammad Nazif, un cousin de Nadia Sadat.

A tout juste 18 ans, elle avait rejoint Enekaas TV «pour gagner de l'argent et soutenir sa famille» qui était «très contente qu'elle travaille à la télévision», a raconté M. Nazif à l'AFP.

Les assassinats ciblés de journalistes, juges, médecins, personnalités politiques ou reli-

gieuses et défenseurs des droits, sont devenus de plus en plus fréquents ces derniers mois en Afghanistan.

Ces meurtres ont semé la terreur dans le pays et incité des membres de la société civile à se cacher ou s'exiler.

Les médias, Enekaas TV en particulier, ont payé un lourd tribut. Début décembre, une présentatrice de la chaîne, Malalai Maiwand, avait déjà été tuée par balle avec son chauffeur à Jalalabad, en se rendant à son bureau.

Au moins neuf employés de médias ont été assassinés depuis le début novembre, selon le Comité pour la protection des journalistes afghans (AJSC).

Dans son rapport annuel publié en début d'année, l'AJSC estimait que ces violences avaient créé un sentiment de «peur omniprésente» et que l'auto-censure s'était «largement répandue» parmi les journalistes afghans.

«Trois filles innocentes ont été tuées en plein jour dans le centre de la ville. Personne n'est plus sûr», a déploré un de leurs

collègues, sous couvert d'anonymat.

«Mais nous continuerons à nous battre contre l'ignorance. Je demande juste aux talibans pourquoi ils nous tuent», a-t-il déclaré à l'AFP. «Le gouvernement doit aussi prendre la sécurité des journalistes au sérieux».

Cette vague de meurtres a coïncidé avec l'ouverture, en septembre à Doha, de négociations de paix entre les talibans et le gouvernement afghan, destinées à mettre fin à deux décennies de guerre.

Le groupe État Islamique (EI) a revendiqué la double attaque de mardi, comme d'autres auparavant. Mais le gouvernement afghan et les États-Unis continuent à imputer la responsabilité de ces assassinats ciblés aux talibans, même si ceux-ci rejettent fermement cette accusation.

Les services secrets afghans soupçonnent le réseau Haqqani, un groupe sanguinaire lié aux talibans et qui réalise leurs opérations les plus complexes, d'être derrière ces meurtres.

Ils estiment que les talibans se satisfont fort bien de voir l'EI, qui bien qu'affaibli ces dernières années maintient une présence dans l'est du pays, s'en attribuer le mérite.

Nombre d'analystes considèrent que les talibans cherchent à discréditer le gouvernement et à réduire au silence ceux qui s'op-



posent à leur vision fondamentale de la religion.

Les femmes, dont les droits fondamentaux étaient bafoués du temps des talibans, au pouvoir à Kaboul entre 1996 et 2001, n'ont ainsi pas été épargnées par ces attaques.

«Horrible. La communauté des médias afghans a trop souffert. Les femmes afghanes ont été ciblées et tuées trop souvent (...) Cela doit cesser. Arrêtez de tuer les civils et détruire l'avenir de l'Afghanistan», a réagi sur Twitter Shaharзад Akbar, la cheffe de la Commission indépendante des droits humains, résumant la tonalité sur les réseaux

sociaux. «Ces attaques visent à intimider (...) Les coupables tentent d'entraver la liberté d'expression dans un pays où les médias se sont épanouis ces 20 dernières années», a aussi regretté l'ambassade américaine.

Les pourparlers de paix au Qatar sont au point mort et les violences n'ont fait qu'augmenter ces derniers mois en Afghanistan, alors que Washington a ordonné un réexamen de l'accord signé en février 2020 à Doha avec les talibans, prévoyant le retrait complet des troupes étrangères du pays d'ici à mai 2021.

M. M.



## Commentaire

Retraites

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a moins de dix-huit mois encore, la France, avant d'entrer dans une crise sanitaire sans précédent, en même temps que le reste du monde, était secouée par une profonde crise sociale qui a connu son apogée avec les manifestations contre la Réforme des retraites voulue par Emmanuel Macron et son gouvernement. Aujourd'hui, cette réforme, qui à l'époque était présentée comme nécessaire et indispensable à la survie économique du pays, n'est plus dans l'agenda social des prochaines semaines, selon la ministre du Travail, Élisabeth Borne, alors qu'une conférence de dialogue social doit se tenir avec les partenaires sociaux le 15 mars à Matignon. «Aujourd'hui, la priorité c'est de gérer la crise et d'en sortir. C'est une réforme nécessaire, mais elle doit se faire dans le dialogue social. Pour cela, il faut que le contexte ait évolué», déclare la ministre dans un entretien au «Parisien», mis en ligne mardi soir. «Je ne sais pas de quoi seront faits les prochains mois. On verra en fonction de l'évolution de la situation. À ce stade, il n'y a pas de rencontre à ce sujet prévu dans l'agenda social», ajoute-t-elle. La ministre juge, par ailleurs, qu'«il serait normal qu'on isole la dette Covid, y compris pour l'assurance-chômage», car «cette dette a été créée dans des circonstances particulières avec la baisse des cotisations et des dépenses supplémentaires». L'Unédic, qui prend en charge un tiers du financement de l'activité partielle, estime l'impact lié à la crise économique entre 2020 et 2022 sur ses finances à près de 39 milliards d'euros. Élisabeth Borne, qui a présenté ce mardi les arbitrages de l'exécutif pour adapter la réforme de l'assurance-chômage à la crise, entend mener à partir d'avril une réflexion sur la gouvernance de l'Unédic, qui gère paritairement l'assurance-chômage. «Nous avons montré ces derniers mois que nous savions construire ensemble et que le dialogue social est utile. Nous devons réfléchir ensemble à un système où chacun à sa place, l'État, les partenaires sociaux, le Parlement», explique-t-elle, en excluant de nationaliser l'assurance-chômage. Les réformes de fond qui devaient jalonner le mandat d'Emmanuel Macron semblent ainsi mises au placard au profit de petites réformes semblables à celles qui se multiplient avec chaque nouveau président, mais qui ne changent pas fondamentalement le fonctionnement de l'État, surtout au niveau budgétaire. Le gouvernement sait, en effet, qu'avec la vague sans précédent de chômage qui va frapper le pays au sortir de la crise sanitaire, la crise économique qui s'annonce risque aussi d'être une terrible crise sociale qui va toucher des millions de Français et qu'ajouter à cela de nouvelles restrictions serait embraser encore plus une situation déjà brûlante.

F. M.

## Irak

### Dix roquettes sur une base abritant des Américains deux jours avant la visite du pape

Au moins dix roquettes se sont abattues tôt hier sur une base abritant des soldats américains dans l'ouest de l'Irak, tuant un sous-traitant civil, deux jours avant une visite historique du pape François dans le pays. Cette nouvelle attaque, déjà précédée de plusieurs avec le même mode opératoire ces deux dernières semaines, vient rappeler à quel point la première visite d'un souverain pontife en Irak est un casse-tête logistique.

«Je me rendrai en Irak pour un pèlerinage», a malgré tout déclaré le pape après sa traditionnelle audience hier, soulignant qu'il souhaitait «rencontrer un peuple qui a tant souffert, rencontrer cette Église martyre».

En plus des restrictions sanitaires prises pour tenter d'endiguer une deuxième vague inquiétante de Covid-19 dans le pays, les tensions entre les deux puissances agissantes en Irak, l'Iran et les États-Unis, sont un obstacle supplémentaire au bon déroulé du programme papal.

Sur les dix roquettes tirées sur la base aérienne irakienne d'Aïn al-Assad, plusieurs se sont abattues à l'intérieur même de la

section où sont stationnés des soldats et des drones américains de la coalition internationale antijihadistes, ont précisé des sources de sécurité irakienne et occidentale. Un sous-traitant civil, dont la nationalité n'était pas connue dans l'immédiat, est décédé d'une crise cardiaque à cause de cette attaque, ont précisé ces sources.

«Les forces de sécurité irakiennes mènent l'enquête», a de son côté ajouté sur Twitter le colonel Wayne Marotto, porte-parole américain de la coalition, alors que Washington pointe régulièrement du doigt les factions armées pro-Iran pour ces attaques, qui se sont multipliées ces dernières semaines.

La source de sécurité irakienne a précisé que les projectiles avaient été tirés depuis un village proche d'Aïn al-Assad, une région désertique où des hommes armés peuvent facilement installer des rampes de lancement – parfois à bord de pick-up ou de véhicules –, tirer des projectiles et rapidement repartir.

Le commandement militaire irakien a rapporté que les roquettes étaient de type

«Grad». Plus précisément de type «Arash», ont détaillé à l'AFP des sources de sécurité occidentales, de fabrication iranienne et plus imposables que les roquettes utilisées jusque récemment. Ennemis jurés, la République islamique d'Iran et les États-Unis ont tous deux une présence ou des alliés en Irak. Les États-Unis, à la tête de la coalition combattant le groupe État islamique (EI), y déploient quelque 2 500 militaires et l'Iran a entre autres le soutien du Hachd al-Chaabi, puissante coalition de paramilitaires intégrée à l'État irakien composée principalement de factions armées financées et armées par Téhéran.

Si l'Irak a connu un calme relatif à l'automne avec l'annonce d'une trêve des pro-Iran face aux menaces des États-Unis de retirer tous leurs soldats et diplomates du pays, une nouvelle escalade a récemment débuté.

En février, des roquettes sont tombées près de l'ambassade américaine à Bagdad, puis d'autres ont visé la base aérienne de Balad, plus au nord, blessant un employé irakien d'une entreprise américaine chargée de la maintenance de F-16.





JM Oran 2022

## Prise en charge par le MJS des programmes de préparation de 325 athlètes

TROIS CENT vingt-cinq athlètes, dont 127 féminins, verront leurs programmes de préparation pour les Jeux méditerranéens (JM) d'Oran 2022 financés par le ministère de la Jeunesse et des Sports, a annoncé, mardi à Oran, le premier responsable du secteur, Sid Ali Khaldi. S'exprimant en marge de sa visite d'inspection des sites sportifs concernés par la 19<sup>e</sup> édition des Jeux méditerranéens Oran-2022, M. Khaldi a fait savoir que la prise en charge en question concerne «les rémunérations, l'encadrement technique et la couverture sanitaire».

Dans le même contexte, il a annoncé également «la prise en charge des stages à l'étranger de 210 athlètes dans 15 pays dif-

férents», déclarant qu'«au-delà de la bonne organisation des Jeux, l'objectif étant de décrocher le maximum de médailles».

Lors de sa visite à Oran, le ministre de la Jeunesse et des Sports, qui était accompagné par la secrétaire d'Etat chargée du Sport d'élite, Salima Souakri, du président du Comité olympique et sportif Algérien, Abderrahmane Hammad, ainsi que le wali d'Oran, Messaoud Djari, a fixé le 31 septembre comme dernier délai pour la livraison du complexe sportif de Bir El Djir dans sa totalité. Il a aussi présidé la troisième la 3e réunion du Conseil exécutif du Comité d'organisation des JM prévus du 25 juin au 5 juillet 2022.

## Championnats d'Afrique 2021 de cyclisme / Contre-la-montre (par équipes)

### Les juniors algériens en or, les seniors en bronze

LA SÉLECTION algérienne juniors/garçons de cyclisme a décroché la médaille d'or au contre-la-montre (par équipes) des Championnats d'Afrique 2021 sur route, disputé mardi au Caire (Egypte), alors que les seniors se sont contentés du bronze. Sur le podium des juniors, la sélection algérienne a devancé ses homologues du Rwanda et de l'Afrique du Sud, alors que les seniors ont terminé derrière l'Afrique du Sud et le Rwanda. La sélection nationale juniors, qui a concouru sur une distance de 28 kilomètres, était composée du quatuor Salah-Eddine Cherki, Meroune Brenis, Khaled Mansouri et Abdelkrim Ferkous, alors que celle des seniors, qui a concouru sur 42 kilomètres, était composée de Youcef Reguigui, Azeddine Lagab, Nassim Saïdi et Hamza Mansouri. Au total, 16 cyclistes représentent l'Algérie dans cette compétition, qui se déroule du 2 au 6 mars dans la capitale égyptienne, dont deux juniors (filles) Nesrine Houili et Chahra Azzouz. Au total, 200 coureurs, représentant quinze pays, participent à ces Championnats d'Afrique 2021, dont les épreuves du contre-la-montre (individuel et par équipes) seront suivies des

épreuves sur route, prévues du 11 au 14 mars, également en Egypte. Les pays engagés dans cette compétition, outre l'Egypte et l'Algérie, sont le Maroc, l'Ouganda, le Soudan, la Tanzanie, l'Ethiopie, le Rwanda, le Burundi, le Malawi, la RD Congo, la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Burkina Faso et l'Afrique du Sud. Lors de la précédente édition, disputée en 2019 (ndlr, celle de 2020 a été annulée en raison de la pandémie), la sélection algérienne s'était amèrement contentée de la médaille d'argent, car la première place semblait largement à sa portée. En effet, un problème administratif avait perturbé son déplacement en Ethiopie, qui avait abrité ces championnats d'Afrique 2019 et cette situation avait fini par remettre en cause son sacre.

## Ligue des champions (3<sup>e</sup> J/ Gr.B) CRB - Al-Hilal ce vendredi

# Le Chabab pour laver l'affront

■ Le CR Belouizdad affronte demain soir la formation soudanaise du Hillal de Khartoum, pour le compte de la troisième journée de la Ligue des champions d'Afrique, lors d'une rencontre qui se jouera à huis clos au stade du 5-Juillet d'Alger.



Les Belouizdadis souhaitent prendre leur revanche

Par Mahfoud M.

Étrillé sur le score sans appel de (5/1) par l'équipe sud-africaine de Mamelodi Sundowns, dimanche dernier à Dar Esalam en Tanzanie, la formation de Laākiba tentera de laver l'affront et enregistrer son premier succès en cette phase des poules, surtout que le match se joue à domicile. Les joueurs ont été certes touchés mentalement par cette lourde défaite, mais le staff technique a tout fait pour ramener la sérénité dans le groupe et tenter de remobiliser la troupe afin de se ressaisir et rester en vie dans ce groupe B, qui

reste l'un des plus relevés. Les coéquipiers de Chouaib Keddad savent ce qui les attend lors de cette empoignade et sont conscients du fait qu'ils doivent se donner à fond pour espérer l'emporter et se relancer dans la course à la qualification pour les quarts de finale. Le coach français Frank Dumas sait que la mission ne s'annonce pas de tout repos et qu'il faudra consentir beaucoup de sacrifices pour atteindre cet objectif, mais reste quand même optimiste, sachant qu'il espère récupérer son attaquant, Belahouel, qui manque beaucoup à l'équipe. L'essentiel est de tout donner sur le terrain pour ne pas avoir à le regretter,

d'autant que ce n'est pas tous les jours qu'on dispute ce genre de compétition. A noter que le trio arbitral qui officiera cette rencontre a eu quelques difficultés pour regagner l'Algérie, de même que les Soudanais d'El Hillal qui ont, en fin de compte, reçu l'autorisation des autorités algériennes pour entrer sur le territoire national. El Hillal avait saisi lundi la Confédération africaine de football (CAF) suite au retard accusé dans la réponse de l'ambassade d'Algérie à Khartoum pour la délivrance de visas, afin de pouvoir effectuer le déplacement à Alger mercredi (hier) à bord d'un vol spécial.

M. M.

## Coupe de la Confédération (1<sup>re</sup> journée/ Gr. B) JSK-Coton Sport

### Le Libyen Moataz Ibrahim au sifflet

L'ARBITRE international libyen Moataz Ibrahim a été désigné pour diriger le match JS Kabylie - Coton Sport (Cameroun), prévu mercredi 10 mars au stade du 1<sup>er</sup>-Novembre de Tizi-Ouzou (19h00), dans le cadre de la 1<sup>re</sup> journée (Gr.B) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération de football (CAF). Moataz Ibrahim sera assisté de ses compatriotes Attia Essa Amsaâed et Majdi

Kamil, alors que le quatrième arbitre est Abdulwahid Huraywidah. Le commissaire du match est le Libyen Omar Jummah Abdulsayid, tandis que l'officier Covid-19 est l'Algérien Rachid Boukhalfa. Les «Canaris» effectueront ensuite un long déplacement à Lusaka, pour croiser le fer avec les Zambiens de NAPSA Stars, à l'occasion de la 2<sup>e</sup> journée (17 mars), avant d'aller au

Maroc pour défier la RS Berkane, tenante du titre, lors de la 3<sup>e</sup> journée (4 avril). Pour rappel, la JS Kabylie s'est qualifiée aux dépens du Stade Malien (aller : 1-2, retour : 1-0). L'autre représentant algérien dans cette épreuve l'ES Sétif, évoluera quant à lui dans le groupe A, avec Enyimba FC (Nigeria), Ahly Benghazi (Libye) et Orlando Pirates (Afrique du Sud).

Maroc pour défier la RS Berkane, tenante du titre, lors de la 3<sup>e</sup> journée (4 avril). Pour rappel, la JS Kabylie s'est qualifiée aux dépens du Stade Malien (aller : 1-2, retour : 1-0). L'autre représentant algérien dans cette épreuve l'ES Sétif, évoluera quant à lui dans le groupe A, avec Enyimba FC (Nigeria), Ahly Benghazi (Libye) et Orlando Pirates (Afrique du Sud).

M. M.

Ligue I (16<sup>e</sup> journée)

## L'ESS pour garder le cap

L'ENTENTE de Sétif se rend ce vendredi à Biskra pour croiser le fer avec l'Union locale, pour le compte de la 16<sup>e</sup> journée de la Ligue I, avec l'espoir de revenir avec les trois points du succès afin de garder sa position de leader. L'Aigle Noir qui a repris son fauteuil lors de la précédente journée avec la réception de l'ASO qu'il a battue sur le score de (3/0) et totalise encore deux matchs en moins, espère continuer sur cette même lancée et revenir avec le meilleur résultat possible de ce déplacement à la capitale de Ziban. Les coéquipiers de Laouafi savent que les choses s'annoncent compliquées face à une équipe qui souffre dans le bas du tableau et qui espère donc se ressaisir, mais restent déterminés à l'emporter. Le

dauphin, la JS Saoura, ne jouant pas cette semaine en raison du report de son match face au MCA qui joue la compétition africaine, c'est l'O Médéa qui tentera d'en profiter pour recoller aux basques de l'Entente, même si cela s'annonce difficile pour lui vu qu'il se déplacera à Tizi-Ouzou pour croiser le fer avec la JSK. Les Canaris qui traversent une période faste, notamment avec leur dernier succès face au Mouloudia d'Alger, tenteront de continuer sur cette même lancée et ajouter encore trois points à leur escarcelle. Les poulains de Denis Lavagne feront tout ce qui est en leur pouvoir pour l'emporter lors de cette rencontre et donc repasser à la seconde place. Le MC Oran qui a battu le Paradou AC lors de la précédente jour-

née, se rend ce week-end à Skikda pour croiser le fer avec la JSMS qui souhaite l'emporter pour sortir la tête du tunnel. Les Hamraoua gardent espoir de pouvoir revenir avec un résultat probant pour rester dans le groupe de tête. Le derby algérien, qui opposera le Paradou AC à l'USM Alger, s'annonce palpitant, sachant que les deux formations se présenteront avec la même ambition, soit l'emporter pour se repositionner sur leur classement général. L'ASO, en perte de vitesse, reçoit l'AS Ain M'lila qui a essuyé sa première défaite à domicile de la saison, la semaine passée face au WAT, et tentera donc de prendre les trois points du succès. Les autres matchs devraient revenir logiquement aux équipes locales, sauf surprise. Deux

matchs sont reportés en raison de la participation des formations du MCA et du CRB aux compétitions continentales, il s'agit de CABBA-MCA et CRB-JSS.

M. M.

Le programme :

Vendredi 5 mars 2021 à 15h :

WAT-NCM  
RCR-USMBA  
CSC-NAHD  
USB-ESS  
JSK-OM

Samedi 6 mars 2021 à 15h :

PAC-USMA  
ASO-ASAM  
JSMS-MCO  
CABBA-MCA (reporté)  
CRB-JSS (reporté)

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

El Tarf

## Un réseau de trafiquants de drogue démantelé

LES SERVICES de la Brigade de recherches et d'investigation (BRI) relevant de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont réussi à démanteler un réseau de trafiquants de drogue en possession de sept kilogrammes de kif traité, a-t-on appris, hier, du chargé de communication de ce corps constitué. «Agissant sur la base d'une information faisant état de l'existence d'un réseau constitué de quatre individus spécialisés dans le trafic de drogue, les services de sécurité sont parvenus à identifier les mis en cause qui s'approprièrent à écouler leur marchandise», a précisé le commissaire principal, Mohamed Karim Labidi. Deux trafiquants ont été appréhendés à bord d'un véhicule intercepté au niveau de la localité de Boulathane, relevant de la daïra de Boutheldja, a ajouté la même source, faisant état de la saisie de 7 kilogrammes de kif traité «minutieusement» dissimulés. Selon le même responsable, deux autres individus ont été également arrêtés dans le cadre de cette même affaire, indiquant que les quatre mis en cause, des quadragénaires, sont originaires de la wilaya frontalière d'El Tarf. Les mis en cause ont été présentés devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'El Tarf pour «constitution d'un réseau de trafiquants de drogue», avant d'être placés sous mandat de dépôt.

... Ainsi qu'à Oran

Un réseau de trafic de drogue a été démantelé et 11 015 comprimés psychotropes ont été saisis dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris, hier, auprès de la sûreté de wilaya. Cette opération a eu lieu suite à des informations parvenues à la brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire, faisant état d'un dangereux réseau criminel qui utilise le domicile d'un de ses membres, sis à la partie-est de la ville d'Oran, comme entrepôt pour des stupéfiants, a indiqué la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. La surveillance des mouvements des éléments du réseau, suivie d'un mandat de perquisition du procureur de la République près le tribunal de Fallaoucene d'Oran, a permis de découvrir, dans le réservoir d'essence d'un véhicule, 11 015 comprimés psychotropes qui ont été saisis, a-t-on indiqué. L'opération a permis aussi la saisie de plus de 2,29 millions DA dissimulés dans la maison d'un deuxième prévenu, a-t-on ajouté, faisant savoir qu'une procédure judiciaire a été engagée contre les deux inculpés pour les déférer devant la justice pour formation d'un réseau de crime organisé, trafic de drogue et atteinte à la santé publique et à l'économie nationale. **Yanis H.**

Tipaza et Eucalyptus

## Démantèlement d'un réseau de soutien et bombe désamorcée

UN RÉSEAU composé de trois éléments de soutien à un groupe terroriste, qui active dans les hauteurs de Tipaza, a été démantelé, durant la semaine en cours, par les services de sécurité du ministère de la Défense nationale, indique, hier, un communiqué du MDN.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, les services de sécurité du ministère de la Défense nationale ont réussi, durant la semaine en cours, à démanteler un réseau composé de trois éléments de soutien à un groupe terroriste qui active dans les hauteurs de Tipaza», précise le communiqué.

«Après investigations, il s'est avéré que l'un des éléments arrêtés dudit réseau avait acheminé une bombe de confection artisanale, qu'il a posée dans un lieu précis aux environs de la commune des Eucalyptus, dans la capitale», ajoute la même source, soulignant que «cet engin explosif, qui devait

être utilisé pour perpétrer un attentat criminel à Alger, a été localisé et désamorcé, avant hier 2 mars 2021, par un groupe d'intervention spéciale de l'ANP dépêché sur les lieux». **M. L.**

## L'impuissance face au coronavirus



Louis

Djalou@hotmail.com

Béjaïa

## UGTA : l'union de wilaya en colère

■ Une grève générale a été observée, hier, dans plusieurs secteurs d'activité (public et privé) et dans des établissements relevant de la Fonction publique, surtout ceux du secteur économique, suite à l'appel de l'Union des travailleurs algériens de la wilaya de Béjaïa affiliés à l'Ugta.

Par Hocine Cherfa

Cette journée de grève, largement suivie dans le secteur économique et industriel, a été ponctuée par un grand rassemblement des travailleurs devant le Palais de justice du chef-lieu de wilaya. Elle a été soutenue par des syndicats autonomes, dont le Syndicat algérien des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef). Des slogans du mouvement populaire «Hirak» ont été scandés par les travailleurs. «Winek winek ya adala», «Koulina el issaba trouh ya h'na ya n'touma», «Libérez les détenus», entre autres. Les travailleurs dénoncent les abus de pouvoir du patronat, notamment au niveau du port et des secteurs économiques relevant de la Fonction publique, et les sanctions abusives des travailleurs et la non application des décisions de justice rendues, citant le cas de Numilog. Cette journée de contestation sociale avait, pour rappel, été adoptée par les cadres syndicaux de l'Union générale des travailleurs algériens de wilaya, lors la conférence de wilaya tenue le 24 février

dernier au siège de l'Union de wilaya. Une décision prise à «l'unanimité» par les participants. Ces derniers «sont remontés à bloc contre la dégradation de la situation sociale des masses laborieuses et des entreprises implantées à travers la wilaya de Béjaïa», précise-t-on dans un communiqué largement diffusé à l'issue de la rencontre et dont nous détenons une copie. Il s'agit, pour l'Union de wilaya, d'exprimer «le mécontentement» de pans entiers des travailleurs et d'«occuper la rue pour se faire entendre une fois pour toutes». Il s'agit également, à travers cette action de protestation qui a drainé des milliers de travailleurs, de poursuivre «la lutte contre la bataille judiciaire livrée par le PDG du port à l'endroit des délégués syndicaux», «la non application des décisions de justice rendues en faveur des travailleurs de Numilog et surtout leur réintégration à leurs postes de travail», ainsi que «les poursuites judiciaires engagées à l'endroit des travailleurs de la briqueterie de R'mila». Les protestataires, qui étaient en force hier devant le Palais de justice, ont

exigé «la réintégration sans conditions des travailleurs de Numilog, ceux de Gesi TP», «le respect du libre exercice du droit syndical dans toutes les entreprises publiques et privées», «la révision du SNMG à hauteur de 50 000,00 DA», «l'augmentation des pensions des retraités à hauteur de 40 %», «une retraite à 100 % après 32 ans de service». L'Union de wilaya a remis en avant sa revendication liée à «la révision de tous les statuts de la Fonction publique, en vue de réparer les injustices et disparités commises à l'égard des travailleurs, l'intégration des travailleurs professionnels, des ouvriers professionnels, agents contractuels et de sécurité dans leurs structures respectives» et «la prise en charge des entreprises en difficulté, à l'exemple de l'Epla, Gesi, TPT Textile, Apmc et Ozgun. L'Union de wilaya a réclamé, à travers les nombreux travailleurs qui ont pris part hier au rassemblement de protestation devant la cour de justice de Béjaïa, «le dégel de tous les projets inscrits depuis des décennies pour notre wilaya». **H. C.**

Cinéma

## Le directeur de production Tahar Harhoura n'est plus

LE COMÉDIEN et producteur de films Tahar Harhoura, connu pour avoir accompagné des professionnels du cinéma et de la télévision, est décédé mardi à Alger à l'âge de 75 ans, a-t-on appris auprès de son entourage. Né à Alger en 1946, il commence au début des années 1970 une formation d'administrateur de production pour la télévision publique, où il exerce comme directeur de production de 1989 à 1992. Plus tard, Tahar Harhoura suivra une formation de directeur de production à Paris, en France. Comme producteur, il a travaillé notamment avec des réalisateurs à l'image de Ahmed Lalleme pour son film «Barrières», Merzak Allouache pour «Bab El-Oued City», Ali Ghanem pour «Une femme pour mon fils» ou encore Kamel Dehane pour «Les suspects». Il a également produit «Meriem», un film de Abderrazzak Hellal sorti en 2014. Devant la caméra, Tahar Harhoura a été distribué dans des films notamment avec Merzak Allouache dans «Bab El-oued City» et «L'autre monde». Dans le 4<sup>e</sup> art, Tahar Harhoura a interprété différents rôles dans des pièces de théâtre, notamment dans la troupe amateur «Théâtre et culture» de la rue Mogador, actuelle rue Harriched. La dépouille du défunt a été inhumée hier au cimetière de Baba Hassan, à Alger.



R.C./APS

## Condoléances

Profondément affecté par le décès de son ami Tahar Harhoura, Nadjib Stambouli présente à sa famille ainsi qu'à toute la famille artistique, notamment ses compagnons du cinéma et de «Théâtre et Culture», ses condoléances attristées. Allah yerhmu, il déployait le même talent dans les arts que dans la chaleur qu'il injectait dans les relations humaines.